

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT  
DE L'AVEYRON

DIRECTION DES MOBILITES  
ET DE L'INGENIERIE TERRITORIALE

Arrêté N° **A 2 6 R 0 0 3 3** du **2 6 JAN. 2026**

Cantons de Nord-Levezou et Monts Du Requistanais - Route Départementale n° 902

Limitation de vitesse, sur le territoire des communes de Luc la Primaube, Calmont, Comps la Grand Ville, Sainte Juliette sur Viaur, Salmiech et Cassagnes-Begonhes (hors agglomération)

### LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT

VU l'article 25 de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le Code la Route portant règlement général de police de la circulation routière et notamment ses articles R 10 et R 411-8 ;

VU le Code des Collectivités Territoriales et notamment son article L 3221-4 ;

VU l'arrêté du 5 Novembre 1992 relatif à la signalisation des routes et autoroutes ainsi que l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

VU l'arrêté n° A25 V 0021 en date du 6 octobre 2025 donnant délégation de signature au Directeur des Mobilités et de l'Ingénierie Territoriale par intérim ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de limiter la vitesse maximum autorisée pour assurer la sécurité de la circulation ;

SUR PROPOSITION de la Directrice Générale des Services Départementaux.

### ARRETE

**Article 1 :** La vitesse maximale autorisée, hors agglomération, entre **La-Primaube et Cassagnes-Begonhes sur la RD n° 902** est détaillée ci-après :

RD n°	Sens La-Primaube / Cassagnes-Begonhes			Sens Cassagnes-Begonhes / La-Primaube		
	PR		Limitation de vitesse (Km/h)	PR		Limitation de vitesse (Km/h)
	Début	Fin		Début	Fin	
902	1+94	1+198	70	1+114	1+198	70
	1+198	5+450	90	1+198	5+450	90
	5+450	5+750	50	5+450	5+750	50
	5+750	10+031	90	5+750	9+986	90
	10+031	10+292	50	9+986	10+292	50
	10+292	10+429	90	10+292	10+429	90
	10+970	14+143	90	10+970	14+143	90
	14+143	14+822	70	14+143	14+822	70
	14+822	16+850	90	14+822	16+850	90

**Article 2 :** La signalisation réglementaire sera mise en place par les services du Département.

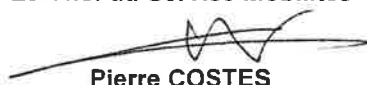
**Article 3 :** Toutes autres dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

**Article 4 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux qui sera porté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication au bulletin officiel du Département, devant le Tribunal Administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV à Toulouse). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :** La Directrice Générale des Services Départementaux, le Commandant du Groupement de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Flavin, le **2 6 JAN. 2026**

**Le Président du Département,  
Pour le Président et par délégation,  
Le Chef du Service Mobilités**

  
**Pierre COSTES**